



SOMMAIRE

	Pages
Point 36 de l'ordre du jour :	
Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :	
a) Organisation des Nations Unies, exercice terminé le 31 décembre 1954.....	5
b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance, exercice terminé le 31 décembre 1954.....	7
c) Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés, exercice terminé le 31 décembre 1954.....	7
Point 40 de l'ordre du jour :	
Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires	8

Président: M. Hans ENGEN (Norvège).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :

a) Organisation des Nations Unies, exercice terminé le 31 décembre 1954 (A/2901, A/2921)

1. Le PRESIDENT appelle particulièrement l'attention de la Commission sur les paragraphes 218, 221 et 223 du document A/2921, qui contiennent des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les rapports du Comité des commissaires aux comptes (A/2901).

2. M. TURNER (Contrôleur) voudrait, avant que la discussion ne s'engage, commenter les observations contenues dans les paragraphes 3 à 8 du rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/2901, p. 35 à 37).

3. En premier lieu, les indications figurant au paragraphe 3, bien que parfaitement exactes, risquent, si l'on compare l'excédent budgétaire à la fin de 1954 (18.971 dollars seulement) à celui qui existait à la fin de 1953 (576.898 dollars), de donner l'impression qu'à la fin de 1954 le Secrétariat a engagé des dépenses extraordinaires pour utiliser les soldes disponibles.

4. Il n'en pas a été ainsi. Le reversement des excédents se fait en deux étapes, la première généralement en octobre, c'est-à-dire au moment où l'on examine les prévisions supplémentaires pour l'exercice en cours et où l'on approuve le budget révisé de cet exercice. Le budget révisé donne l'ouverture de crédit nette, c'est-à-dire le montant des dépenses initialement prévues majoré des dépenses additionnelles pour lesquelles il faut voter des crédits et réduit du montant probable en octobre de la fraction des dépenses autorisées qui ne sera pas engagée. Par conséquent, comparé au budget initial, le budget approuvé en fin d'année tient déjà compte du reversement de certains excédents.

5. Voici ce qui s'est produit en 1954. Le 14 décembre 1954, l'Assemblée générale a voté un crédit supplémentaire de 701.000 dollars pour le budget de 1954. Cependant, il s'agissait là d'une augmentation nette correspondant *grossa modo* à la différence entre les 1.800.000 dollars environ de dépenses additionnelles — essentiellement pour le remboursement des impôts — et les quelque 1.107.000 dollars représentant les économies que l'on comptait réaliser sur le budget initial et que le Secrétaire général envisageait de reverser à la masse. Par conséquent, le total reversé sur le budget initial de 1954 s'élevait non pas aux 18.000 dollars reversés à la fin de l'année mais à plus de 1.100.000 dollars.

6. Le fait que le reversement des excédents s'opère en deux fois éclaire aussi certains autres points soulevés dans le rapport des commissaires aux comptes à propos de dépassements de crédits à certains chapitres du budget et des virements qui ont été conséquemment effectués avec l'accord du Comité consultatif.

7. Du point de vue juridique et technique, les commissaires aux comptes sont fondés à dire que le Secrétaire général, en engageant à certains chapitres du budget des dépenses supérieures à celles qui étaient prévues avant d'avoir obtenu l'assentiment du Comité consultatif, n'a pas respecté l'article 4.1 du règlement financier. Du point de vue pratique, la difficulté était due au fait qu'en 1954 au premier stade du processus de reversement des excédents, on avait restitué une somme plus élevée que la prudence ne l'eût peut-être commandé, ce qui réduisait de façon excessive la marge de sécurité à prévoir pour les dépenses à engager à tel ou tel chapitre. En fait, c'est par hasard qu'il a été possible de couvrir les dépassements à certains chapitres au moyen des crédits ouverts dans le reste du budget.

8. Si le Secrétariat veut être absolument sûr d'éviter les virements entre chapitres à la fin de l'année, il n'a d'autre moyen que de surestimer délibérément les crédits nécessaires en octobre, c'est-à-dire lors du premier reversement des excédents, afin de disposer à chaque chapitre de crédits qui permettront de faire face à toute dépense qu'il faudrait encore engager à ce chapitre. M. Turner ne pense pas que les Etats Membres souhaitent voir le Secrétaire général adopter cette solution.

9. En ce qui concerne la régularité des virements auxquels il faut procéder après la fin de l'année — contestée aux paragraphes 7 et 8 du rapport des commissaires aux comptes — M. Turner a peu de chose à dire. Ni le Comité consultatif ni le Service juridique ne partagent les doutes exprimés dans le rapport.

10. Revenant au fait que le Secrétaire général, sans avoir obtenu l'assentiment préalable du Comité consultatif, a engagé des dépenses d'un montant supérieur aux crédits votés pour certains chapitres — ce qui a entraîné les virements en question — M. Turner tient à donner à la Commission l'assurance que, dans tous les

cas où le Secrétariat est en mesure de prévoir un dépassement à tel ou tel chapitre, il demande l'assentiment préalable du Comité consultatif. Mais cela n'est pas toujours possible à la fin de l'année, surtout lorsque la marge pour les dépenses imprévues a été pratiquement éliminée à chaque chapitre, comme cela s'est produit en 1954. Même au milieu de décembre, il est impossible de faire des prévisions qui soient rigoureusement exactes quant à l'évolution de la situation budgétaire. L'Organisation a, dans toutes les parties du monde, des services dont les comptes ne parviennent au Siège que postérieurement à la fin de l'année. S'il se trouve que des livraisons sont effectuées avant le 31 décembre, et non après le 1er janvier, comme il est escompté, il faudra inscrire la dépense dans les comptes de l'exercice en cours. Si un fonctionnaire vient soudainement à décéder, à démissionner ou à être licencié, il peut en résulter des dépenses supplémentaires et imprévues.

11. M. Turner donne à nouveau à la Commission l'assurance que le Secrétaire général ne s'est jamais délibérément soustrait à l'obligation d'obtenir l'assentiment préalable du Comité consultatif avant d'engager des dépenses qui exigeraient des virements entre chapitres, et qu'il ne se départira jamais de cette attitude. M. Turner espère que la Commission fera confiance au Comité consultatif qui exerce une surveillance constante sur la gestion financière de l'Organisation.

12. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) partage l'opinion du Comité des commissaires aux comptes en ce qui concerne la régularité de certains transferts effectués après la fin de l'année 1954. Le règlement financier dispose en effet que le Secrétaire général ne doit pas engager des dépenses d'un montant supérieur aux crédits votés sans avoir au préalable obtenu l'assentiment du Comité consultatif.

13. Pour ce qui est du compte d'amortissement du matériel, le représentant du Royaume-Uni doute que les Etats Membres voient des avantages à verser chaque année des sommes qui ne seront pas immédiatement utilisées. Il note que l'exploitation du restaurant et de la cafétéria s'est soldée en 1954 par un déficit d'environ 23.000 dollars et se réserve le droit de revenir ultérieurement sur cette question.

14. La proposition du Secrétaire général tendant à assouplir les dispositions du règlement financier relatives aux placements à long terme ne soulève pas d'objection de la part de la délégation du Royaume-Uni.

15. Se référant au dépassement de crédit de 201.000 dollars qui apparaît dans les comptes de l'Administration de l'assistance technique, le représentant du Royaume-Uni espère que le nécessaire sera fait pour éviter qu'une pareille situation ne se reproduise.

16. M. McCANN (Canada) relève particulièrement les questions de principe que soulèvent les observations des commissaires aux comptes concernant certaines dérogations apparentes au strict contrôle par les organes financiers des crédits votés. Il constate que le Secrétaire général reconnaît le bien-fondé des observations présentées par le Comité des commissaires aux comptes et qu'il est prêt à en tenir compte. Pour sa part, la délégation du Canada fait entièrement confiance au Secrétaire général.

17. M. VENKATARAMAN (Inde) félicite le Secrétaire général d'avoir réalisé des économies aussi considérables dans l'exécution du budget de 1954.

18. Il estime toutefois avec le Comité des commissaires aux comptes que, d'après les dispositions de

l'article 4.1 du règlement financier, le Secrétaire général ne peut pas engager des dépenses supérieures aux crédits votés par l'Assemblée sans avoir obtenu préalablement l'autorisation du Comité consultatif. Si l'application de cette règle soulève des difficultés, il appartient au Comité consultatif de rechercher le moyen de les surmonter, en se plaçant d'un point de vue pratique et non juridique.

19. En ce qui concerne le dépassement de 201.000 dollars observé dans le compte de l'AAT, le représentant de l'Inde note que l'on n'aurait pu éviter ce dépassement qu'en suspendant l'exécution d'un projet.

20. Enfin, la délégation de l'Inde, comme les commissaires aux comptes, pense qu'il y aurait intérêt à développer les placements à long terme. A cet égard, elle se demande s'il ne serait pas possible de placer une partie des fonds disponibles en devises autre que le dollar des Etats-Unis, par exemple en livres sterling.

21. M. THERON (Union Sud-Africaine) dit qu'il a pris note des difficultés exposées par le représentant du Secrétaire général, mais qu'il partage cependant l'opinion des commissaires aux comptes touchant les virements effectués par le Secrétaire général après la fin de l'année 1954. La délégation de l'Union Sud-Africaine accepterait à la rigueur que le Secrétaire général, dans des cas exceptionnels, ne demande au Comité consultatif l'autorisation de procéder aux virements envisagés qu'après avoir engagé la dépense, mais cette façon de faire ne doit certainement pas devenir une pratique courante.

22. Le PRESIDENT propose que la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant:

"L'Assemblée générale

"1. *Accepte* le rapport financier et les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1954, ainsi que l'attestation du Comité des commissaires aux comptes;

"2. *S'associe* aux observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux paragraphes 218, 221 et 223 de son premier rapport à l'Assemblée générale (dixième session) [A/2921]."

Le projet de résolution est approuvé à l'unanimité.

23. Le PRESIDENT propose à la Commission, au sujet de la révision du règlement financier, de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant:

"L'Assemblée générale,

"1. *Ayant examiné* la recommandation contenue au paragraphe 221 du premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (dixième session) [A/2921],

"2. *Adopte* le texte figurant en annexe à la présente résolution, qui amende le règlement financier et prendra effet à la date de son adoption.

"ANNEXE

"Article 9.2 du règlement financier (texte amendé)

"Le Secrétaire général peut, le Comité des placements entendu, placer à long terme les sommes figurant au crédit des *trust funds*, comptes de réserve et comptes spéciaux, sauf stipulation contraire de l'autorité compétente dans chaque cas et compte tenu,

dans chaque cas, du minimum de liquidités à conserver.”

Le projet de résolution est approuvé à l'unanimité.

b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance, exercice terminé le 31 décembre 1954 (A/2905, A/2922)

Sur l'invitation du Président, M. Heyward, directeur général adjoint du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, prend place à la table de la Commission.

24. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) loue les efforts accomplis par le Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et ses collaborateurs pour réduire le montant des dépenses d'administration, lesquelles ne représentaient plus en 1954 que 8,3 pour 100 net des dépenses totales, contre 10 pour 100 en 1953. Il se félicite des excellents résultats que donne le programme des cartes de Noël et fait sienne la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/2922, par. 7) selon laquelle il y aurait lieu d'appliquer à ce programme les principes et pratiques qui seront formulés en ce qui concerne les activités lucratives de l'Organisation.

25. M. ILIC (Yougoslavie) et M. MONTERO BUS-TAMANTE (Uruguay) félicitent également le FISE pour l'œuvre qu'il accomplit, et qui prend chaque année plus d'importance. Il faudrait, à leur avis, renforcer les possibilités financières du FISE, pour l'aider à atteindre son objectif fondamental qui est de servir l'enfance.

26. M. GREZ (Chili), M. CHAMBERS (Australie), M. VAN ASCH VAN WIJCK (Pays-Bas), M. KIANG (Chine), M. TSAMISSIS (Grèce), M. ERHAN (Turquie), M. BREWER (Libéria), M. BIHIN (Belgique), M. SIAL (Pakistan), M. MIR FAKHRAI (Iran), M. QUIJANO (Argentine), M. RISHTYA (Afghanistan) et M. AGEDE (Ethiopie) joignent leurs félicitations à celles des orateurs précédents.

27. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) félicite le Directeur général et l'Administration du FISE d'avoir réduit les dépenses d'administration et les frais indirects d'exécution. Il s'agit d'une réduction tant absolue que relative; en d'autres termes tant le montant de ces dépenses que leur pourcentage par rapport aux dépenses totales a baissé. M. Hall appuie la recommandation du Comité consultatif concernant le programme des cartes de Noël.

28. M. LIVERAN (Israël) rend également hommage à l'effort accompli par le FISE et se félicite de la réduction, tant absolue que relative, des dépenses directes d'administration. Il estime toutefois qu'il ne faut pas risquer en poussant trop loin le souci de l'économie de mettre en danger l'œuvre accomplie par le FISE.

29. Selon M. VAN ASCH VAN WIJCK (Pays-Bas), le paragraphe 24 du rapport financier (A/2905) semble signifier que, depuis la création du FISE, la moyenne annuelle des dépenses d'administration a été de 3 pour 100 des dépenses totales. Il ya donc lieu de croire que les dépenses d'administration étaient considérablement moins élevées pendant les années antérieures à 1950.

30. M. HEYWARD (Directeur général adjoint du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) remercie, au nom de M. Pate, directeur général, les représentants qui ont loué l'œuvre du FISE. Il donne à la Commission l'assurance que les rapports futurs conti-

dront les renseignements demandés par le Comité consultatif (A/2922, par. 7) et que les principes et pratiques qui seront formulés en ce qui concerne les activités lucratives de l'Organisation des Nations Unies seront appliqués chaque fois que cela sera possible.

31. Pour ce qui est de l'observation du représentant des Pays-Bas, M. Heyward souligne que, de 1947 à 1950, la tâche principale du Fonds était de secourir les enfants des pays européens dévastés par la guerre. Il s'agissait surtout de mettre en œuvre un programme très simple de distribution d'aliments, et les dépenses d'administration étaient peu élevées. Depuis que l'Assemblée générale a modifié le mandat du Fonds en 1950, celui-ci doit s'occuper de projets plus importants touchant la protection infantile dans les pays sous-développés. Le Fonds opère maintenant dans plus de 90 pays au lieu de 15, et l'assistance qu'il fournit prend souvent la forme de projets à long terme, de sorte que les dépenses d'administration effectuées depuis 1950 ne peuvent être comparées aux dépenses d'administration antérieures à cette date. D'autre part, il s'agit, au paragraphe 24 du rapport financier, du pourcentage des dépenses d'administration par rapport au montant des contributions. Les dépenses d'administration sont également financées au moyen de recettes autres que les contributions, comme cela est indiqué dans ce même paragraphe.

32. Le PRÉSIDENT propose que la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant:

“L'Assemblée générale

“1. Accepte le rapport financier et les comptes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1954, ainsi que l'attestation du Comité des commissaires aux comptes;

“2. Prend acte des observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son deuxième rapport à l'Assemblée générale (dixième session) [A/2922].”

Le projet de résolution est approuvé à l'unanimité.

M. Heyward, directeur général adjoint du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, se retire.

e) Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés, exercice terminé le 31 décembre 1954 (A/2900, A/2921)

Sur l'invitation du Président, M. van Heuven Goedhart, haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, prend place à la table de la Commission.

33. M. CHAMBERS (Australie) fait observer que le Comité des commissaires aux comptes a constaté au paragraphe 6 de son rapport (A/2900) certaines irrégularités dans l'administration du bureau de Changhaï. L'activité du bureau diminue, mais il n'y pas eu de réduction correspondante du personnel et du montant des dépenses. Par ailleurs, le Comité des commissaires aux comptes n'a pas pu examiner la comptabilité de plusieurs institutions bénévoles qui ont bénéficié d'une allocation de fonds du Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés (FNUR). La délégation australienne espère qu'à l'avenir le Haut-Commissaire donnera à la Commission des détails plus complets sur l'administration du bureau de Changhaï et sur la gestion des fonds confiés aux institutions bénévoles. Sous cette réserve, elle est prête à approuver les comptes du FNUR pour l'exercice terminé le 31 décembre 1954.

34. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) souhaite qu'à l'avenir le Haut-Commissaire fasse le nécessaire pour que les institutions bénévoles bénéficiant d'une allocation de fonds du FNUR soumettent, en temps voulu, leurs pièces comptables au Comité des commissaires aux comptes. En ce qui concerne les difficultés d'administration au bureau de Changhaï, elles s'expliquent sans doute en partie par la situation géographique de ce bureau. Toutefois, le représentant du Royaume-Uni exprime l'espoir que le Haut-Commissaire veillera désormais à l'application stricte des dispositions du statut et du règlement du personnel, auxquelles on ne saurait déroger sans autorisation préalable.

35. M. VAN HEUVEN GOEDHART (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) approuve entièrement les observations faites par les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni. Il regrette que les pièces comptables de plusieurs institutions bénévoles n'aient pas été communiquées à temps au Comité des commissaires aux comptes.

36. Le Haut-Commissaire a toujours cherché à faire appliquer aussi strictement que possible par le bureau de Changhaï les dispositions du statut et du règlement du personnel. Il donne à la Commission l'assurance qu'il n'épargnera aucun effort à cette fin.

37. M. MONTERO BUSTAMANTE (Uruguay) dit que sa délégation a toujours suivi de près l'activité du Haut-Commissariat pour les réfugiés, qui présente un très grand intérêt humanitaire. Il n'ignore pas les difficultés financières auxquelles le Haut-Commissaire peut se heurter en raison de l'éloignement de certains bureaux et tient à féliciter le Haut-Commissaire de la manière remarquable dont il s'acquitte de sa tâche.

38. M. McCANN (Canada) félicite lui aussi le Haut-Commissaire de son activité inlassable en faveur des réfugiés. Toutefois, il souhaiterait recevoir des explications plus détaillées sur les problèmes insolites posés par l'administration du bureau de Changhaï.

39. M. VAN HEUVEN GOEDHART (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) n'a rien à ajouter aux observations qui figurent au paragraphe 6 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. La majeure partie des renseignements concernant le bureau de Changhaï lui est communiquée par un bureau établi à Hong-kong conjointement avec le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. En raison de l'éloignement et des difficultés propres au bureau de Changhaï, il est très difficile de faire appliquer strictement par ce bureau les dispositions du règlement financier des Nations Unies.

40. Le PRESIDENT propose à la Commission d'adopter le projet de résolution ci-après :

"L'Assemblée générale

"1. *Accepte* le rapport financier et les comptes du Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1954, ainsi que l'attestation du Comité des commissaires aux comptes ;

"2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées aux paragraphes 224 à 226 de son premier rapport à l'Assemblée générale (dixième session) [A/2921]."

Par 42 voix contre zéro, avec 5 abstentions, ce projet de résolution est approuvé.

M. van Heuven Goedhart, haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, se retire.

POINT 40 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires (A/2945)

Sur l'invitation du Président, M. Cutts, membre du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires, prend place à la table de la Commission.

41. M. CUTTS (Comité de négociation des fonds extra-budgétaires) déclare que, depuis la publication du rapport du Comité (A/2945), le montant des contributions annoncées n'a pas sensiblement varié, sauf en ce qui concerne le FISE, pour lequel les contributions annoncées s'élèvent maintenant à 15.432.457 dollars.

42. M. Cutts commente ensuite le programme de travail que le Comité de négociation a élaboré et pour lequel il espère avoir l'entière coopération des délégations. En ce qui concerne le Programme élargi d'assistance technique, le Secrétaire général, sur la requête du Comité de négociation et conformément à la résolution 584 (XX) du Conseil économique et social, a fixé la réunion de la sixième conférence de l'assistance technique au 26 octobre 1955, soit un mois plus tôt que l'an dernier, ce qui permettra au Comité de l'assistance technique de tenir compte des résultats obtenus par la Conférence. Le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires a constaté avec satisfaction que les Etats donnent de plus en plus leur appui financier au Programme élargi d'assistance technique, et il espère que la même tendance se manifesterait au cours de la prochaine conférence.

43. Le Comité de négociation se propose également de consulter les représentants des Etats Membres et des Etats non membres au début de novembre, afin de discuter la situation financière de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés. Les gouvernements ont été informés au début de juin des besoins de l'UNRWA pour l'exercice financier 1955-1956. Ils ont été invités à verser rapidement les contributions déjà annoncées et à envisager de nouvelles contributions au programme de l'UNRWA, mais jusqu'à présent rares sont ceux qui ont répondu à cet appel. Même lorsque les contributions annoncées mais non versées, dont le total s'élève à 42.500.000 dollars, auront été reçues, il faudra encore que les gouvernements annoncent de nouvelles contributions d'un montant total de 90.300.000 dollars environ pour que les programmes de secours et de relèvement qui ont été approuvés puissent être intégralement exécutés.

44. Le Comité consultatif du Haut-Commissaire pour les réfugiés a fixé à 4.200.000 dollars le montant nécessaire à l'exécution du programme du Haut-Commissaire pour 1955. A l'heure actuelle, le montant des contributions officiellement annoncées ne représente que la moitié environ de cette somme. M. Cutts rappelle à la Commission la résolution 589 (XX) du Conseil économique et social et souligne que le Comité de négociation aura pour tâche, non seulement d'obtenir le reste des contributions nécessaires pour 1955, mais aussi les contributions pour le programme de 1956. Il est essentiel que de nouvelles contributions soient annoncées sans délai et il faut espérer que de nombreuses délégations seront en mesure de le faire au cours de la réunion de novembre.

45. Dans son rapport, le Comité a suggéré que, pour faciliter la tâche de ceux qui administrent les pro-

grammes, les gouvernements fixent le montant de leurs contributions avant l'exercice financier de chaque institution ou au début de cet exercice. Il s'est une fois encore inquiété de ce que l'on fixât pour les programmes hors budget des objectifs financiers qui ne tiennent pas compte des réalités et qui ne correspondent pas aux contributions que l'on peut s'attendre à recueillir.

46. M. GREZ (Chili) félicite le Comité de négociation de la manière dont il s'acquitte de sa tâche. Il signale qu'en dépit des difficultés économiques auxquelles il se heurte actuellement, le Chili verse chaque année une contribution au Programme élargi d'assistance technique et au FISE.

47. Lord FAIRFAX (Royaume-Uni) s'associe aux félicitations adressées au Comité de négociation, dont la tâche est particulièrement ingrate. Le montant des fonds recueillis au titre des divers programmes dont s'occupe le Comité ne correspond pas toujours aux objectifs fixés: la raison en est que certains organes fixent des objectifs très éloignés de la réalité. À cet égard, le représentant du Royaume-Uni approuve entièrement les observations qui figurent au paragraphe 12 du document A/2945. À son avis, on devrait chercher à se conformer aussi strictement que possible à la résolution 861 B (IX) de l'Assemblée générale.

48. M. EL MESSIRI (Égypte) tient à attirer l'attention de la Commission sur les mesures prises par son gouvernement en faveur des réfugiés de Palestine. Chaque année, le Gouvernement égyptien affecte environ 2 millions de dollars à l'aide aux réfugiés de la région de Gaza, et il accorde des bourses d'études à un certain nombre de jeunes réfugiés. En outre, l'Égypte vient en aide aux Arabes qui, résidant dans la région de Gaza, ne sont pas considérés comme des réfugiés. Enfin, le Gouvernement égyptien étudie ac-

tuellement la possibilité de verser une nouvelle contribution à l'UNRWA.

49. M. McCANN (Canada) prie instamment les membres de la Commission d'étudier de très près les paragraphes 11, 12 et 13 du rapport du Comité de négociation. Dans ces paragraphes, le Comité formule des observations judicieuses, auxquelles les divers organes de l'Organisation devront se conformer s'ils ne veulent pas, en fixant des objectifs éloignés de la réalité, courir à un échec certain.

50. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) approuve, lui aussi, les observations figurant aux paragraphes 11, 12 et 13 du rapport du Comité. Il signale que, dans son rapport, le Comité indique que les Etats-Unis ont annoncé pour l'UNKRA une contribution de 162.500.000 dollars, en omettant toutefois de préciser que la contribution de ce pays ne devrait pas représenter plus de 65 pour 100 du total des contributions versées pour l'exécution de ce programme. Jusqu'à présent, les Etats-Unis ont versé 92.902.615 dollars à l'UNKRA, soit 67 pour 100 du total des contributions des divers pays depuis la mise en œuvre du programme. Par conséquent, à moins que les autres pays ne versent ou n'annoncent d'importantes contributions, les Etats-Unis ne seront pas en mesure de contribuer davantage.

51. M. MEHDEVI (Iran) rend hommage aux efforts déployés par le Comité de négociation et signale que son pays a annoncé une contribution de 100.000 dollars au FISE pour 1955. Cela prouve à quel point l'Iran est satisfait de l'activité du FISE.

52. Le PRESIDENT propose à la Commission d'inviter le Rapporteur à rédiger un projet de résolution sur lequel la Commission puisse se prononcer à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h. 20.